

Note présentant les évolutions des modalités de dépôts des demandes de CEE

- Projet de décret -

Les modifications apportées au décret n°2010-1164 du 29 décembre 2010 sont les suivantes :

- clarifications rédactionnelles en supprimant les paragraphes déjà présents dans la partie législative du code de l'énergie (articles 1^{er} sur les demandeurs, 4 sur les ENR, 7 sur les regroupements, 8 sur les programmes).
- modifications de la situation de référence pour les systèmes thermiques en accord avec les orientations du livre blanc (articles 3 et 4)
- introduction des modalités de dépôt en prévision du régime déclaratif et d'acceptation implicite pour ce régime (article 6)
- introduction de seuils et de dérogations annuelles différenciés selon la nature des opérations déposées (article 7). Dans le cas des regroupements, la dérogation annuelle est permise pour les demandeurs « regroupements » éligibles.
- simplification de la procédure de contrôle et extension aux opérations du mode déclaratif en supprimant la première étape de définition de l'échantillon (chapitre II)
- introduction de sanction pécuniaire dans le cas de doublon (article 10-10-1)

- Projet d'arrêté -

Contenu du projet d'arrêté

Pris en application de l'article 6 du décret n° 2010-1664 du 29/10/2010 modifié, le projet d'arrêté ci-joint définit la composition d'une demande de certificats d'économies d'énergie dans le cadre de la 3ème période du dispositif ainsi que les documents que doivent archiver les demandeurs à l'appui de leurs dossiers notamment en vue des contrôles qui seront réalisés par l'administration.

Cet arrêté précise :

- le calendrier de sa mise en application (article 1 et annexe 1 définissant les opérations standardisées pouvant bénéficier d'une dérogation compte tenu des conditions de réalisation de ces opérations généralement de longue durée) ;
- la manière d'identifier une opération (article 2) ;
- la qualité du bénéficiaire d'une opération d'économies d'énergie (article 3) ;
- la nature des pièces constitutives des demandes (article 4) renvoyant à des annexes ;
- l'annexe 2 reprenant la composition d'un dossier commune à toutes les demandes (identification du demandeur, de son éligibilité et des opérations) ;
- l'annexe 3 reprenant la composition d'une demande relative à la contribution à un programme ;
- l'annexe 4 reprenant la composition d'une demande relative à une opération spécifique ;
- l'annexe 5 définissant les pièces justificatives relatives aux opérations d'économies d'énergie ;
- les annexes 6, 6-1 et 6-2 définissant les modèles de tableaux récapitulatifs des opérations ;
- les annexes 7 et 7-1 définissant le modèle d'attestation sur l'honneur.
- les seuils de dépôt des demandes (article 5).

Rappel des étapes de préparation du projet d'arrêté

En continuité avec des évolutions prévues par le Livre blanc sur les grands principes de la 3ème période, la DGECC a lancé une concertation sur la préparation des modalités de constitution d'une demande de CEE portant sur la mise en place d'un système déclaratif, le seuil de dépôt des demandes, les principales pièces justificatives avec notamment la preuve de réalisation de l'opération et du rôle actif et incitatif du demandeur. En complément des contributions écrites des parties prenantes, une réunion sur ce sujet a été organisée par la DGECC le 12 mars 2014.

Après ce premier échange avec les acteurs, la DGECC a lancé une seconde concertation sur la standardisation des attestations sur l'honneur (cf. évolution n°6 du Livre blanc) portant sur le contenu et les modalités d'utilisation des attestations sur l'honneur standardisées. En complément des nouvelles contributions écrites des parties prenantes, une nouvelle réunion a donc été organisée par la DGECC le 9 avril 2014.

Ces échanges ont permis de recueillir l'avis et les contributions des acteurs sur les évolutions du dispositif des certificats d'économies d'énergie en 3ème période.

Le projet d'arrêté établi par la DGECC a en particulier retenu les éléments suivants complétant le choix de simplification du processus de demande par la mise en place d'un système déclaratif, et le choix de standardisation de certaines pièces constitutives des demandes :

1/ Prise en compte des opérations de longue durée engagées avant le 01/01/2015 en conservant les règles de la 2nde période (article 1 et annexe 1) ;

2/ Clarification de la définition du bénéficiaire d'une opération d'économie d'énergie en apportant des précisions sur certains cas particuliers (article 2) ;

3/ le maintien, pour les opérations standardisées, du seuil de dépôt à 100 GWh cumac introduit dans le document de concertation mais des seuils différents pour les demandes relatives aux opérations spécifiques ou à la contribution aux programmes (modification relevant de l'arrêté relatif aux modalités d'application du dispositif) ;

Les mesures dérogatoires à ces seuils sont introduites dans le projet de décret et sont accompagnées d'un assouplissement des modalités relatives au regroupement.

4/ des dispositions plus adaptées en ce qui concerne la justification de l'éligibilité des demandeurs au regard de la justification de leurs volumes d'énergie mis à la consommation ou vendus sur le territoire (annexe 2, point 2-1) ;

5/ Le projet définit le terme « regroupueur » et prévoit la possibilité d'un accord signé par chaque membre du regroupement pour désigner le demandeur en tant que regroupueur (annexe 2, point 6) ;

6/ la suppression de la copie de l'arrêté définissant un programme annexé à une demande de CEE relative à la contribution à ce programme (annexe3) ;

7/ la DGEC s'est montrée favorable à une évolution des dispositions de l'annexe 4 pour introduire, dès qu'ils seront finalisés, les textes relatifs aux compétences des prestataires réalisant les audits énergétiques ;

8/ le regroupement des attestations sur l'honneur, visant notamment le bénéficiaire, dans le document standardisé en annexe 7 et la prise en compte de cas particuliers comme le locataire d'un équipement, l'occupant d'un logement ou la collectivité affectataire en cas de transfert de compétences entre collectivités territoriales (annexe 5 – Identification du bénéficiaire) ;

9/ concernant la justification du rôle actif et incitatif et de son antériorité :

- les éléments concernant la preuve du rôle actif et incitatif du demandeur via l'apposition d'un tampon ou d'un autocollant sur le devis ont été repris, modalités déjà acceptées en 2^{de} période (annexe 5 – Preuve du rôle actif et incitatif)
- le demandeur est libre dans la rédaction des mentions relatives à son rôle actif et incitatif inscrites sur le devis ou dans son engagement auprès du bénéficiaire. Seules sont reprises les exigences générales comme : la nature de la contribution, l'identification du demandeur à l'origine de la contribution et la mention du dispositif des CEE (annexe 5 – Preuve du rôle actif et incitatif).
- la prise en compte de l'horodatage électronique comme élément de traçabilité des documents et de la signature électronique pour la validation des contrats (annexe 5 – Preuve du rôle actif et incitatif)
- la prise en compte du cas des contrats signés entre le demandeur et une société-mère agissant au nom de ses filiales (annexe 5 – Preuve du rôle actif et incitatif)
- la prise en compte de l'engagement tracé d'un partenaire à avoir apporté la contribution du demandeur au bénéficiaire de l'opération.

10/ la date d'engagement de l'opération (devis en cas de personne physique, devis, bon de commande, ordre de service etc en cas de personne morale) est désormais attestée par le bénéficiaire et le professionnel sur l'attestation sur l'honneur (annexe 5 – Preuve des dates d'engagement et d'achèvement de l'opération)

11/ pour les attestations sur l'honneur, le demandeur reste libre de l'utilisation de son propre outil informatique qu'il devra mettre en cohérence avec les exigences de l'arrêté. Le demandeur a la possibilité de rendre obligatoire la communication de certaines informations par le bénéficiaire ou le professionnel mais sans modifier l'architecture générale de l'attestation.

Certains points ont été intégrés au niveau du décret « Certificat », en particulier les exigences en matière de non-mixité des demandes (opérations standardisées, spécifiques ou programme) et, pour tout demandeur, la détention d'un compte auprès du registre national des certificats d'économies d'énergie.